

Nos solutions en **Droit des affaires**



THOMSON REUTERS®



## Practical Law Canada : votre nouvelle porte d'entrée en droit des sociétés québécois

Comment aborder vos questions en droit des sociétés ? Le nouvel onglet en français **Droit des sociétés**, de Practical Law Canada, contient quantité de documents de base liés au droit des sociétés du Québec.

Rédigé par le nouveau membre de notre équipe de juristes éditeurs, M<sup>e</sup> Marc Guénette, la section **Droit des sociétés** contient des ressources récentes et constamment mises à jour axées principalement sur la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec. Les documents de cette section incluent des notes de pratique, des documents et des clauses modèles, des aide-mémoires et plus encore.

Pour en savoir plus ou pour vous inscrire à un essai gratuit, visitez [www.practicallaw.ca](http://www.practicallaw.ca)



THOMSON REUTERS

# TABLE DES MATIÈRES



**Développement professionnel** ..... 2



**Droit des sociétés** ..... 5



**Finance et faillite** ..... 16



**Ouvrages complémentaires** ..... 20



Cette icône vous indique que la version numérique de l'ouvrage est disponible dans **La référence**.



Cette icône identifie les ouvrages faisant partie de notre service de renouvellement automatique.

**Canada**

Nous reconnaissons l'appui financier du gouvernement du Canada.  
We acknowledge the financial support of the Government of Canada.



## Développement professionnel



### Convention entre actionnaires II

*M<sup>e</sup> Marc Guénette, Thomson Reuters*

**Montréal, 7 février 2018 | 275 \$**

Après avoir vu, au cours du volet I, les dispositions législatives entourant l'existence des conventions unanimes des actionnaires, les objectifs poursuivis par les conventions entre actionnaires, les différences entre une convention entre actionnaires et une convention unanime des actionnaires ainsi que les dispositions les plus usuelles des conventions entre actionnaires et leur portée, cette formation porte principalement sur les aspects pratiques entourant l'usage des conventions entre actionnaires.

On y verra des clauses plus spécifiques (telles les clauses d'assurance) adaptées à certains contextes, contextes qui seront également mis en évidence (plusieurs actionnaires, actionnaires minoritaires, employés, etc.). Une formation plus pratique donc que le volet I, tenant pour acquis que les participants au volet II ont suivi le volet I sur les conventions entre actionnaires, ou qu'ils en ont une connaissance équivalente.

Après cette formation, le participant sera en mesure de bien comprendre le but de certaines clauses ainsi que l'application pratique des conventions eu égard au contexte dans lequel évolue la société, du contexte économique des actionnaires, ainsi que les enjeux auxquels ont à faire face les parties impliquées.

Et ce, toujours dans le but de bien identifier les besoins de ses clients au niveau du contrôle de l'entreprise tout en s'assurant d'adopter un contrat qui reflètera adéquatement la volonté des actionnaires.



### La convention entre actionnaires dans la petite entreprise : partie II

*Jasmin Nicol, notaire*

**Montréal, 28 mars 2018** | 255 \$ jusqu'au 28 janvier 2018  
275 \$ après le 28 janvier 2018



Cette formation s'adresse d'abord et avant tout aux professionnels qui désirent approfondir leurs connaissances relativement à l'utilisation des conventions entre actionnaires dans la petite et moyenne entreprise.

Dans un premier temps, et afin de mettre la table, le conférencier fera un résumé de la conférence intitulée La convention entre actionnaires dans la petite entreprise : un outil sous-utilisé ! dans laquelle le conférencier a exploré sommairement :

- le contexte général de la PME par rapport à la convention entre actionnaires type;
- le contexte fiscal de la convention entre actionnaires; et
- certaines solutions à envisager pour mieux accompagner les propriétaires de PME avec des conventions entre actionnaires adaptées.

Dans un deuxième temps, le conférencier explorera le contexte fiscal actuel dont il faut tenir compte dans la mise en œuvre d'une convention entre actionnaires en fonction des annonces faites par le ministre des Finances Bill Morneau le 18 juillet 2017 (et des annonces subséquentes) relatives notamment :

- aux possibilités liées au fractionnement de revenu entre les membres de la famille;
- à la multiplication de la déduction pour gain en capital;
- aux notions de revenus passifs.

Finalement, le conférencier offrira des pistes de solution que les participants pourront fournir à leurs clients, plus précisément :

- la fin des dividendes discrétionnaires, ou non...;
- l'utilisation d'une fiducie familiale;
- le partage inégal des revenus en fonction de l'implication : enchâssement dans la convention entre actionnaires;
- la rédaction d'une convention entre actionnaires simplifiée pour des cas spécifiques.

Pour clore la conférence, des modèles de clauses types seront présentés et remis aux participants.



## Développement professionnel

### Webinaires et formations de Marc Guénette



#### La révision interne du livre de la société et décisions récentes

En direct : 15 mars 2018 | 95\$

Analyses détaillées et considérations utiles sur la partie III de la *Loi sur les compagnies du Québec* et de la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucrative*

En direct : 18 avril 2018 | 95\$

Le règlement 45-106 : Questions les plus fréquemment posées

En direct : 16 mai 2018 | 95\$

Décisions récentes sur la responsabilité des administrateurs

En direct : 6 juin 2018 | 95\$



#### Les différentes formes d'entreprises au Canada

Montréal, 22 mars 2018 | 275\$

#### Les organisations à but non lucrative

Montréal, 26 avril 2018 | 275\$

#### Loi sur la publicité légale des entreprises

Montréal, 24 mai 2018 | 275\$

Réservez deux mois à l'avance et obtenez 20 \$ de rabais sur les formations en salle.





## Droit des sociétés

NOUVEAUTÉ

### Gouvernance d'entreprise au défi des fonds d'investissement (*hedge funds*)

*Ivan Tchotourian et Naomi Koffi*

L'activisme actionnarial des fonds d'investissement et ses effets sur la gouvernance d'entreprise est un sujet brûlant, qui défraye l'actualité des plus grands médias financiers internationaux et anime les débats académiques au point d'être craint par des entreprises telles qu'Apple, Yahoo, Google, Vivendi, Tim Hortons, Canadian Pacific, Telus...

Malgré de récentes évolutions réglementaires, les juristes sont étonnamment absents du débat.

Cet ouvrage met en lumière tous les aspects relatifs à cette problématique et vous dévoile comment l'activisme actionnarial pourrait être une pratique préjudiciable pour les entreprises et comment le droit devrait intervenir.

Les auteurs vous présentent dans le premier chapitre, une rétrospective sur le mécanisme de l'activisme actionnarial dans les entreprises. Ils se penchent spécifiquement dans le deuxième chapitre sur l'activisme pratiqué par les fonds d'investissement auquel le Canada n'échappe pas et analyse les différentes stratégies et méthodes employées. Le troisième chapitre quant à lui, vous propose les solutions les plus récentes dégagées par la doctrine et celles adoptées en droit des sociétés par actions et des valeurs mobilières par les législateurs et les autorités de réglementation (canadiens, étatsuniens et européens) pour freiner ce phénomène.



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-384-6  
Env. 425 pages • 70 \$

NOUVEAUTÉ

### Développements récents en droit des affaires, volume 435

*Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec*

Ce recueil réunit les textes du colloque en droit des affaires tenu à Montréal le 20 octobre 2017

#### Table des matières

- Le document technologique et ses incidences en droit des affaires  
*Nicolas Vermeys*
- Le droit des sociétés cotées, 15 ans après la loi Sarbanes-Oxley : quel rôle pour les Autorités canadiennes en valeurs mobilières en matière de gouvernance ?  
*Stéphane Rousseau*
- Tout ce que vous avez toujours voulu savoir sur la dispense d'émetteur fermé sans jamais oser le demander  
*Marie-Andrée Latreille et Nicolas Morin*
- Comprendre les *Benefit Corporations* et leur potentiel au Québec  
*Anne Drost, Shannon Consedine et Ivana Cescutti*
- Les principales décisions judiciaires intéressantes de la dernière année en droit des sociétés et des affaires  
*Paul Martel*
- Femmes dans les CA : une loi pour la performance économique  
*Hon. Céline Hervieux-Payette*



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-206-1  
450 pages • 78 \$



## Droit des sociétés

NOUVEAUTÉ

### Accord économique et commercial global entre le Canada et l'Union européenne (AECG) Esprit et dynamique d'un bilatéralisme nouveau

Sous la direction de Hervé Agbodjan Prince

À l'ère de la montée en puissance d'une nouvelle génération d'accords commerciaux régionaux et dans la perspective de l'entrée en vigueur de l'Accord économique et commercial global entre le Canada et l'union européenne (AECG), le présent ouvrage a pour principale ambition d'analyser les grands chantiers explorés par l'AECG :

1. les mécanismes de pénétration des marchés ;
2. la régulation d'une série d'activités économiques ;
3. la régulation d'une série d'activités économiques.

Le volume amorce la nécessaire réflexion sur l'impact ou plus exactement, l'influence de l'AECG sur le cadre juridique des affaires des deux côtés de l'Atlantique. Dans cette perspective, des clins d'oeil réguliers sont faits sur des sujets jugés connexes tels que le « Brexit » par exemple. Dans la même logique, l'ouvrage inclut une série de chapitres portant sur d'autres accords commerciaux régionaux tels que le PTCI ou l'Accord de libre échange États-Unis – Maroc.



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-308-2  
558 pages • 100 \$

NOUVELLE ÉDITION

### Législation en valeurs mobilières annotée - Lois, règlements et normes 2017-2018

Stéphane Rousseau

Cet ouvrage réunit dans un seul volume les principales sources formelles du droit québécois des valeurs mobilières.

Il regroupe la *Loi sur les valeurs mobilières*, le *Règlement sur les valeurs mobilières*, la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*, la *Loi sur les instruments dérivés* et son règlement d'application qui sont accompagnés d'un index. De plus, il inclut une sélection des normes d'application générale issues de l'Autorité des marchés financiers et des Autorités canadiennes en valeurs mobilières.

Vous y trouverez aussi des annotations à la *Loi sur les valeurs mobilières* et à la *Loi sur l'Autorité des marchés financiers*. Ces annotations consistent en des renvois aux dispositions législatives et réglementaires pertinentes découlant des décisions rendues par la Commission des valeurs mobilières du Québec, du Bureau de décision et de révision, des tribunaux québécois, ainsi que de la Cour suprême du Canada.



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-364-8  
1978 pages • 105 \$



## Dictionnaire et lexique français-anglais de la franchise/English-French Dictionary and Lexicon on Franchising

F. Georges Sayegh

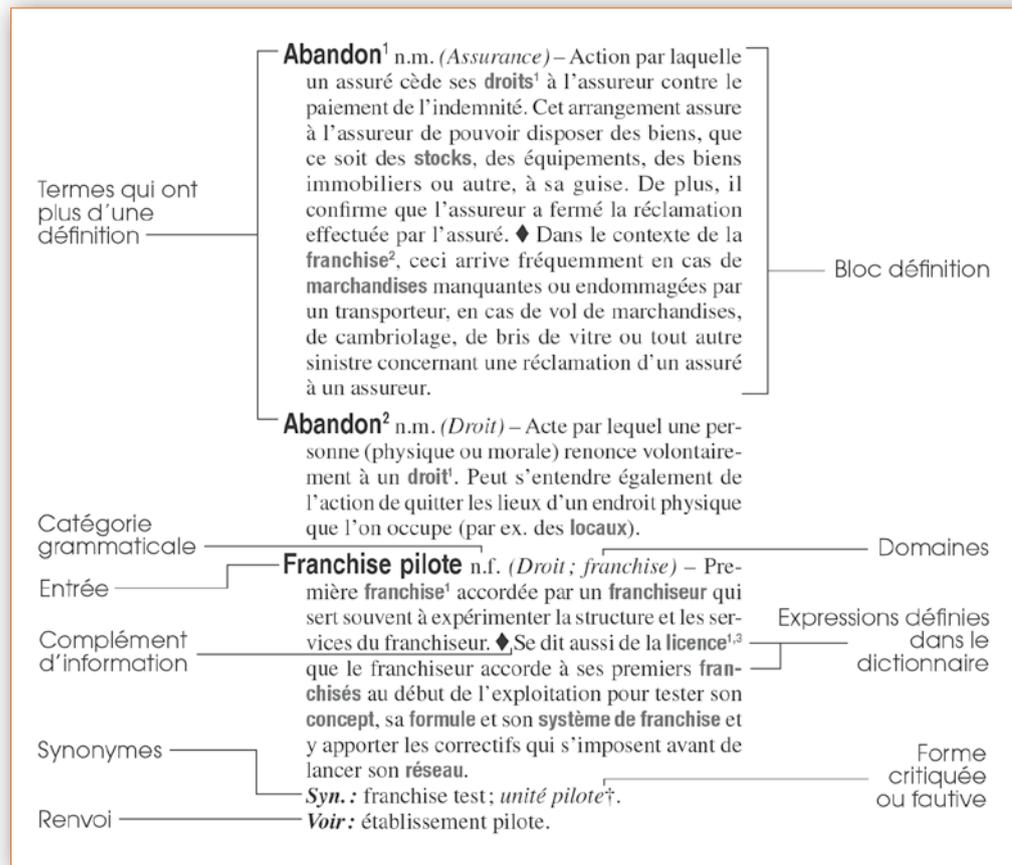
Ce dictionnaire bilingue est le fruit de sept années de recherches effectuées par l'auteur. Il a été conçu afin de vous permettre de parfaire vos connaissances des mots, des expressions et de la terminologie utilisés dans le domaine de la franchise, que vous soyez avocat, conseiller juridique, étudiant en droit, gestionnaire, conseiller en management certifié, comptable professionnel agréé du Canada, franchisé, franchiseur, gestionnaire ou fonctionnaire.

Les définitions utilisées dans le présent ouvrage sont des termes généralement utilisés dans le jargon de la franchise. Elles sont proposées afin de répondre à un besoin constant tant au niveau national qu'international, que ce soit pour la compréhension d'un terme spécifique ou aux fins d'uniformiser la compréhension de façon générale.



Couverture rigide • 2017  
978-2-89730-259-7  
536 pages • 85 \$

### Illustration





# Droit des sociétés

## Développements récents en droit de la franchise, volume 420 (2016)

Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec

Ce volume regroupe les textes des conférences qui seront prononcées à Montréal, le 28 septembre 2016, dans le cadre du colloque *Les développements récents en droit de la franchise*.

### Table des matières

- Les meilleurs outils et pratiques de règlement des différends en franchisage depuis l'entrée en vigueur du nouveau *Code de procédure civile*  
*Jean H. Gagnon*
- L'environnement de la franchise dans un contexte international  
*Stéphane Teasdale*
- Notions élémentaires du franchisage ou Franchisage 101  
*François Alepin et Lucie Boiteau*
- La propriété intellectuelle en matière de franchise : au-delà de l'enregistrement de vos marques  
*Jean-Philippe Turgeon et Simon Lemay*
- Développements jurisprudentiels en droit de la franchise (2016)  
*Frédéric P. Gilbert*

## Les baux commerciaux, 2<sup>e</sup> édition

F. Georges Sayegh

Que vous soyez un propriétaire d'entreprise qui souhaite délocaliser son établissement, un franchiseur louant un emplacement commercial, un entrepreneur voulant louer des équipements, ou un bailleur négociant avec un locataire simple, ce volume vous aidera à :

- Démythifier le processus commercial du bail
- Comprendre les éléments non révélés du bail
- Négocier une offre et un bail
- Éviter les embûches potentielles

## Le droit de la franchise au Québec

Frédéric P. Gilbert

Préface par M<sup>e</sup> Jean-H. Gagnon

Préface par M<sup>e</sup> Jean-Louis Baudouin

Le présent ouvrage analyse les principaux aspects relatifs à la relation franchiseur-franchisé au Québec, en passant en revue les obligations débutant au stade précontractuel, le commencement de la relation d'affaires et l'étude de la fin du lien contractuel qui unit les parties. Il porte également sur les clauses usuelles que l'on retrouve dans les contrats de franchise.

## Les revenus potentiels du franchiseur et les dépenses des franchisés

F. Georges Sayegh

Cet ouvrage s'intéresse à un sujet peu traité jusqu'à présent dans le domaine : les différentes sources de revenu des franchiseurs dans leur exploitation. L'auteur expose et analyse les produits (revenus) du franchiseur, d'une part, et les charges (dépenses) du franchisé, d'autre part. Le franchiseur doit-il suivre les variations d'un marché en constante évolution ou plutôt s'y adapter de manière à ce que ses revenus ne représentent pas un fardeau pour ses franchisés ? Autrement dit, doit-il percevoir toutes sortes de frais (qui constitueront son revenu) ou partager une partie de ses revenus avec ses franchisés ? Voilà autant de questions qu'il devra se poser.



Couverture souple • 2016  
978-2-89730-191-0  
366 pages • 70 \$



Couverture souple • 2015  
978-2-89730-050-0  
386 pages • 79 \$



Couverture rigide • 2014  
978-2-89635-927-1  
514 pages • 91 \$



Couverture souple • 2014  
978-2-89730-114-9  
142 pages • 46 \$



## Droit des sociétés

NOUVELLE ÉDITION

### Lois en droit des affaires 2017-2018, 19<sup>e</sup> édition

Marc Guénette

Cet ouvrage regroupe les principaux textes législatifs en droit des affaires, soit une vingtaine de lois et de règlements en français et en anglais. Une liste des modifications législatives pour chacune des lois ainsi qu'un index analytique y sont également inclus.



Format poche • 2017  
978-2-89730-367-9  
2732 pages • 40 \$

NOUVELLE ÉDITION

### Entreprises et sociétés, volume 10

Collection de droit 2017-2018

Barreau du Québec

Dans le domaine du droit des affaires, il est important pour un avocat de bien connaître toutes les formes juridiques pertinentes et les règles de droit applicables pour une entreprise déjà existante ou encore pour une personne qui désire se lancer en affaires.

Ce dixième volume de la *Collection de droit* de l'École du Barreau présente les différentes notions associées aux entreprises et aux sociétés.



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-339-6  
328 pages • 75 \$

### La rédaction en droit des affaires

Principes fondamentaux et recommandations pratiques

Arnaud Tellier-Marcil

Le présent ouvrage vise à combler un besoin criant au sein de la pratique du droit des affaires, domaine où les questions d'ordre rédactionnel sont trop souvent laissées pour compte. L'auteur traite ces questions en profondeur, notamment en mettant le lecteur en garde contre des erreurs fréquentes et contre des tournures à la mode qu'on gagne à éviter et en suggérant des solutions à des problèmes précis. Il cherche à inculquer aux rédacteurs un mode de raisonnement jurilinguistique qui leur permettra de surmonter les nombreuses difficultés avec lesquelles ils doivent composer.



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-252-8  
258 pages • 40 \$



## Droit de la concurrence

Aspects théoriques et appliqués

Collection CÉDÉ

Karounga Diawara

Le manuel *Droit de la concurrence* sera utile pour les praticiens et avocats plaideurs, chercheurs et étudiants ainsi qu'aux organismes de défense des droits des consommateurs ou à toute personne qui se préoccupe de la régulation du pouvoir économique des grandes entreprises. Il vous permettra de démystifier de manière détaillée les aspects théoriques et pratiques du droit de la concurrence.



Couverture rigide • 2015  
978-2-89635-517-4  
690 pages • 95 \$

## L'action en concurrence déloyale en droit civil québécois

Benjamin Lehaire

L'action en concurrence déloyale au Québec fait l'objet d'un contentieux important principalement dans le domaine des clauses de non-concurrence liées au contrat de travail et dans les affaires de commercialisation trompeuse ou de confusion. Pourtant, l'action en concurrence déloyale est bien plus que cela : elle est une action personnelle en responsabilité civile qui protège les commerçants contre les actes déloyaux de leurs concurrents.

Cet ouvrage vise à répondre à un besoin de clarification au sujet de cette action. Sa première partie s'intéresse à la distinction entre la concurrence déloyale et le droit des pratiques anticoncurrentielles, à la typologie des fautes extracontractuelles de concurrence déloyale ainsi qu'aux fautes contractuelles de concurrence déloyale.

La deuxième partie de l'ouvrage s'attarde quant à elle aux conditions de l'action en concurrence déloyale et aux sanctions de l'action en concurrence déloyale.



Couverture souple • 2015  
978-2-89730-145-3  
212 pages • 42 \$

PRIX MINERVE

## L'action privée en droit des pratiques anticoncurrentielles : pour un recours effectif des entreprises et des consommateurs en droits français et canadien

Benjamin Lehaire

Par son aspect à la fois théorique mais aussi pratique, cet ouvrage intéressera tant les juristes canadiens qu'euro-péens, qu'ils soient issus de la pratique ou du milieu universitaire, ainsi que les spécialistes du droit de la concurrence, du droit civil et de la procédure civile. Il offre pour la première fois une analyse des liens qui unissent le droit de la responsabilité civile et le droit des obligations, au droit de la concurrence.

L'auteur développe dans sa thèse une analyse comparative des droits canadien et français sur le thème de la réparation des victimes de pratiques anticoncurrentielles. Cherchant à démontrer comment le recours privé de ces victimes pourrait se développer en parallèle de la poursuite publique des infractions au droit de la concurrence, il procède à une analyse processuelle du sujet. La première partie de l'ouvrage pose la question du droit à l'action privée, c'est-à-dire du droit à un recours effectif en droit de la concurrence pour les victimes de pratiques anticoncurrentielles. La seconde partie s'interroge quant à elle sur le droit de l'action privée, c'est-à-dire sur les modalités de la réparation du préjudice concurrentiel.



Couverture souple • 2016  
978-2-89730-220-7  
636 pages • 95 \$



### Responsabilité des administrateurs de sociétés par actions du Québec

#### Sources supplétives de responsabilité civile et pénale

Charles Chevette et Pierre-Christian Collins Hoffman

Ce volume, extrait de l'ouvrage *Loi sur les sociétés par actions du Québec – Analyse et commentaires*, analyse la responsabilité civile et pénale des administrateurs en dehors du cadre des lois corporatives qui régissent la société qu'ils administrent (LCQ ou LCSA). À propos de la responsabilité civile, les auteurs traitent à la fois de la responsabilité contractuelle et extracontractuelle en vertu du *Code civil du Québec* et de la responsabilité civile statutaire. Quant à la responsabilité pénale, ils abordent les infractions réglementaires et celles de nature criminelle. Le texte est complété par des tableaux qui résument les sanctions (tableau A) et les peines (tableau B).



Couverture souple • 2016  
978-2-89730-235-1  
168 pages • 45 \$

### La reconnaissance mutuelle comme instrument de globalisation juridique

France Houle et Hervé Agbodjan Prince

Cet ouvrage collectif, sous la direction de France Houle et de Hervé Agbodjan Prince, commence le nécessaire travail de clarification du sens, de la portée et de la genèse de la reconnaissance mutuelle. À travers des problématiques clés, intéressant à la fois le droit national et international, les auteurs présentent des usages de la reconnaissance mutuelle dans différents domaines du droit et servant d'instrument facilitateur ou intégrateur des politiques publiques.



Couverture souple • 2016  
978-2-89730-233-7  
304 pages • 60 \$

PRIX MINERVE

### Peut-on donner d'une clause et reprendre de l'autre ?

#### Essai sur la cause comme instrument de contrôle de la cohérence matérielle du contrat

Gabriel-Arnaud Berthold

Peut-on donner d'une clause et reprendre de l'autre ? Si deux siècles de décisions et de commentaires contradictoires empêchent de répondre à cette question avec la certitude et l'assurance auxquelles nous a habitués la doctrine civiliste, il est tout de même possible d'affirmer que le droit civil prohibe la clause qui permet à un contractant de se dédire totalement de son engagement. Privant l'engagement de son cocontractant de toute raison, et le contrat dans lequel elle se trouve de toute fonction, cette clause contracticide se heurte en effet à une notion fondamentale du droit commun des contrats : la cause.

Cet ouvrage fait la lumière sur la cause en vous dévoilant comment elle demeure la gardienne des fonctions du contrat synallagmatique. À ce titre, elle permet non seulement d'annuler les contrats qui ne codifient aucun échange, mais également, et surtout, de contrôler ceux dont le contenu ne permet pas de matérialiser les avantages négociés. Octroyant au juge le pouvoir d'assurer que le contrat contiendra les outils nécessaires et adaptés à la réalisation de l'opération qu'il a pour fonction de mettre en oeuvre, la cause lui offre donc le moyen de garantir l'adéquation entre la fin et ses moyens, bref de contrôler la cohérence matérielle du contrat.



Couverture souple • 2016  
978-2-89730-221-4  
190 pages • 35 \$



## FEUILLES MOBILES

### Loi sur les sociétés par actions du Québec – Analyse et commentaires

Charles Chevette et Wayne D. Gray

Cet ouvrage vous offre un portrait détaillé de la *Loi sur les sociétés par actions* du Québec. Il s'agit d'un outil de travail efficace qui répond aux nombreuses questions relatives à la loi, à son application et à son impact sur les sociétés par actions québécoises.

Vous y apprécierez l'analyse des sources législatives utilisées pour la rédaction de la LSAQ, les commentaires pertinents des auteurs sur chacun des articles ainsi que d'autres outils vous facilitant l'utilisation de l'ouvrage.

De plus, afin d'aider les administrateurs à comprendre les exigences de plus en plus élevées qui leur sont imposées, l'ouvrage s'est doté récemment d'un nouveau chapitre intitulé *Responsabilité des administrateurs des sociétés par actions au Québec : sources supplétives de responsabilité civile et pénale*.



2 reliures à anneaux • 978-2-89635-485-6  
Env. 2500 pages  
Livre électronique : 392 \$  
Livre imprimé (incluant la version électronique) : 445 \$  
Mises à jour facturées séparément selon l'ampleur des modifications

## Structure d'un article

### Restriction au transfert

L'actionnaire dissident qui reçoit l'avis ne peut transférer à des tiers les actions visées par l'offre qu'il détient. Cet avis est considéré constituer une restriction au transfert au sens du paragraphe 5<sup>e</sup> de l'article 85 de la *Loi sur les transferts de valeurs mobilières et l'obtention de titres intermédiés*.  
L.Q. 2009, c. 52, a. 401; N.I. 2016-01-01 (NCPC)[F].

### Restriction on transfer

As of receipt of the notice, dissenting shareholders may not transfer to a third party their shares to which the takeover bid relates. The notice is considered to be a restriction on transfer within the meaning of that expression in paragraph 5 of section 85 of the *Act respecting the transfer of securities and the establishment of security entitlements*.  
S.Q. 2009, c. 52, s. 401.

### ► CONCORDANDE :

LCSA : 206(3a) à e) ; LCQ : 51(2) ; LTVM : 23, 85

### ► COMMENTAIRES DU MINISTRE 2009

Cet article énonce les obligations de l'offrant qui entend acquérir les actions des actionnaires qui ont refusé son offre publique d'achat. Il doit transmettre, par courrier recommandé, un avis de son intention aux actionnaires dissidents, à la société et à l'AMF des 60 jours qui suivent l'expiration de l'offre ou au plus tard dans les 180 jours de l'offre. L'avis doit faire état de l'acceptation de l'offre par les actionnaires détenant au moins 90 % des actions de la catégorie visée et des obligations qui incombent aux actionnaires dissidents qui sont décrites à l'article 402.

De plus, la société qui reçoit l'avis est considérée, pour l'application de la LTVM, avisée de l'existence des revendications de l'offrant relativement aux actions visées. Enfin, il prévoit que l'avis reçu par l'actionnaire dissident constitue une restriction au transfert de ces actions au sens de la LTVM.

Afin d'éviter que les actionnaires dissidents disposent de leurs actions, l'effet combiné des articles 27 et 85 de la LTVM empêchera la société de procéder à l'inscription du transfert des actions visées par le droit d'acquisition forcée de l'offrant.

### ► COMMENTAIRES SUR L'ARTICLE 401

L'avis prévu à l'article 401 de la LSAQ doit être acheminé « aux actionnaires dissidents, à la société et à l'Autorité des marchés financiers dans les 60 jours qui suivent l'expiration de l'offre d'achat ou au plus tard dans les 180 jours suivant l'offre ». L'avis à l'AMF s'inscrit dans la foulée de l'article 398 de la LSAQ qui restreint les droits d'acquisition forcée aux offres publiques d'achat impliquant des émetteurs assujettis.

La concordance de la LCSA avec la *Loi sur les compagnies* ou d'autres sources législatives

Commentaires du ministre expliquant les sources de la nouvelle Loi

### ► JURISPRUDENCE

*Schoom c. Bank of Nova Scotia* (1998), 38 B.L.R. (2d) 105 (DIV. gén. Ont. [rôle commercial]), citant la LCSA et l'OBCA — Voir commentaires ci-dessus.

*Nuanchiaq Inc. c. Chow*, 1994 CarswellBC 2856 (C.A.) confirmant (1993), 8 B.L.R. (2d) 109 (S.C.), citant la LCSA — Voir commentaires ci-dessus.

*Manning c. Harris Steel Group* (1989), 63 D.L.R. (4th) 125 (B.C. C.A.), confirmant [1987] 1 W.W.R. 86(S.C.), citant la LCSA — Voir commentaires ci-dessus.

*Cyprus Anvil Mining Corp. c. Dickson* (1986), 33 D.L.R. (4th) 641 (B.C. C.A.), citant la LCSA — Voir commentaires ci-dessus.

*Shoom (in trust) c. Great-West Lifeco Inc.* (1998), 40 O.R. (3d) 672, 42 B.L.R. (2d) 25 (Div. gén. Ont. [Rôle commercial]), conf. par (1998), 42 O.R. (3d) 732, (sub nom.

*Shoom c. Great-West Lifeco Inc.*) 42 B.L.R. (2d) 40, 116 O.A.C. 278 (C.A.), citant la LCSA — L'article 206 de la LCSA vise à établir un équilibre entre des intérêts divergents.

Analyse et commentaires des auteurs

Liste des décisions pertinentes pour une interprétation complète

# Aperçu du livre numérique

## RECHERCHEZ

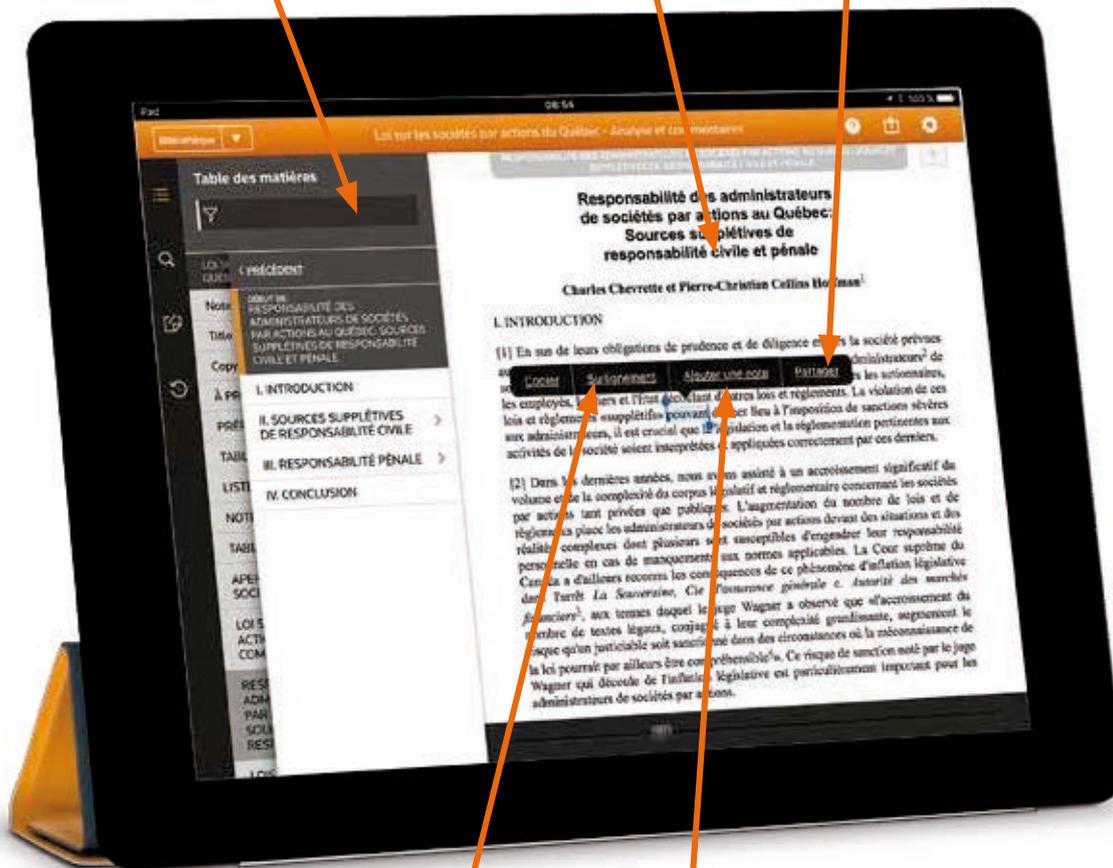
Efficacement par mot-clé pour une réponse instantanée

## CONSULTEZ

Sur tablette, navigateur web et bientôt sur téléphones intelligent

## PARTAGEZ

Du contenu ou des liens



## REPÉREZ

Facilement votre réponse pour surlignement ou pour copier-coller

## ANNOTEZ

Vos annotations seront automatiquement transférées à chaque nouvelle mise à jour



# Droit des sociétés

## La gouvernance d'entreprise

### Aspects juridiques et pratiques

Emmanuelle Létourneau

Ce livre vous permettra de comprendre et maîtriser les aspects juridiques et pratiques relatifs à la gouvernance d'entreprise. Qu'est-ce, et pourquoi l'indépendance des administrateurs ? Quel est le rôle du conseil d'administration ? Et sa responsabilité ? Quel est le rôle de la divulgation et de la transparence en gouvernance et quelles sont les attentes des autorités réglementaires à cet égard ?

L'auteure parcourt les développements en matière de gouvernance survenus dans les 20 dernières années et les vulgarise de façon à vous permettre, quel que soit l'angle sous lequel vous abordez la gouvernance, de la voir comme un élément positif pour une entreprise, comme étant une source de création de valeur.



Couverture souple • 2015  
978-2-89730-153-8  
496 pages • 95 \$

## Les différentes formes d'entreprises au Canada

### Collection Marque d'or

Marc Guénette

Quelle forme d'entreprise choisir ? Quelle est la plus avantageuse ? Y a-t-il des inconvénients ? Y a-t-il des éléments légaux et fiscaux à prendre en considération ? Voici quelques-unes des questions que tout entrepreneur ou professionnel se pose avant de se lancer en affaires. Cet ouvrage vous apportera les réponses et les conseils pertinents pour choisir la forme d'entreprise la mieux adaptée à vos besoins.

Dans le style direct et accessible qui lui est propre, l'auteur traite avec précision chacune de ces formes d'entreprises, permettant ainsi une bonne compréhension des enjeux, des avantages et des inconvénients les plus marquants.



Couverture souple • 2015  
978-2-89730-246-7  
406 pages • 50 \$

### FEUILLES MOBILES

## Guide de rédaction et d'analyse de contrats

Gilles Thibault, Édilex

### Avocat et auteur du Formulaire de droit commercial

Vous rédigez des contrats, mais vous n'avez pas toujours l'encadrement nécessaire pour vous accompagner pendant ce processus complexe.

Avec la méthode Édilex, vous pourrez remédier à cette situation et gagner en efficacité dans la rédaction et l'analyse de vos contrats.

M<sup>e</sup> Gilles Thibault vous présente, dans ce guide pratique, cinq matrices qui pourront servir d'une part comme point de départ pour une nouvelle rédaction et d'autre part comme source de clauses à considérer lorsque le rédacteur a fait appel à un modèle de contrat pour démarrer sa rédaction plutôt qu'à la matrice.

Grâce à cette méthode à la fois normalisée et optimisée de rédaction de contrats et de documents d'appel d'offres, vous serez en mesure de :

- **Mieux** analyser les contrats préparés par vos fournisseurs
- **Optimiser** et standardiser la rédaction de vos contrats
- **Économiser** temps et argent
- **Répondre** à plusieurs questions de vos clients internes



1 reliure à anneaux  
978-2-89635-723-9  
env. 1200 pages • 445 \$  
Mises à jour facturées  
séparément selon l'ampleur  
des modifications



## Devoir de prudence et de diligence des administrateurs et RSE

### Approche comparative et prospective

Ivan Tchotourian

La norme de prudence et de diligence doit faire l'objet d'une attention renouvelée par les juristes non seulement dans ce qu'elle est aujourd'hui au Québec, au Canada et ailleurs, mais encore dans ce qu'elle se prépare à être dans un proche avenir.

Cet ouvrage s'intéresse à cette question en deux temps. La première partie de l'ouvrage détaille le devoir de gestion intelligente des administrateurs de sociétés dans une approche de droit comparé. La deuxième partie de l'ouvrage trace les grandes lignes de la norme de prudence et de diligence du XXI<sup>e</sup> siècle. En conclusion, l'auteur présente quelques réflexions prospectives.



Couverture rigide • 2014  
978-2-89730-037-1  
454 pages • 92 \$

## Droit et pratique de l'entreprise

Nabil N. Antaki et Charlaine Bouchard

Maintes fois cité par les tribunaux, cet ouvrage contribue grandement à une approche moderne du droit québécois de l'entreprise. Avec son contenu riche et varié, vous serez comblés par cette édition et y apprécierez :

- L'analyse approfondie de l'actualité et des décisions marquantes en la matière
- La présence des capsules de droit comparé
- Les exemples concrets
- Les réflexions critiques
- Les références documentaires récentes

L'ouvrage est offert en deux volumes afin d'assurer un traitement original des sujets pertinents abordés.



### Tome I, 3<sup>e</sup> édition - Entrepreneurs et sociétés de personnes

Couverture rigide • 2014  
978-2-89635-875-5  
808 pages • 114 \$

### Tome II, 2<sup>e</sup> édition - Fonds d'entreprise, concurrence et distribution

Couverture rigide • 2014  
978-2-89635-515-0  
878 pages • 114 \$

Tome I et Tome II : 183 \$

## The Legal Implications of Internet Marketing: Exploiting the Digital Marketplace Within the Boundaries of the Law

Sarit K. Mizrahi

Marketers use various tactics in order to more successfully reach consumers through online search engines – a practice known as Search Engine Marketing – some of which are considered to be dishonest and could present issues from both competition law and trademark law perspectives. This treatise essentially describes these tools and the manners in which they are used, and then addresses the legal issues that may arise as a result of their use. It outlines the legal boundaries within which marketers must use these tools, so as to ultimately demonstrate that the laws that come into play may, in fact, prove beneficial to marketers from an economic perspective.



Couverture souple • 2015  
978-2-89730-144-6  
250 pages • 53 \$



## Finance et faillite

NOUVELLE ÉDITION À PARAÎTRE EN DÉCEMBRE

### Droit bancaire, 5<sup>e</sup> édition

Nicole L'Heureux et Marc Lacoursière

L'accroissement de la clientèle, la pression concurrentielle, l'ouverture des frontières et la mutation des mécanismes de paiement vers les paiements électroniques ont métamorphosé le panorama bancaire du 21<sup>e</sup> siècle. Par ailleurs, deux phénomènes ont accentué la mutation du système bancaire canadien depuis la dernière édition de cet ouvrage en 2004 : la crise financière de 2007-2009 et les nouvelles technologies.

L'ouvrage traite tous les aspects relatifs au droit bancaire en trois parties :

- La première partie présente la mise en contexte du système bancaire canadien, soit la compétence juridictionnelle et les éléments fondamentaux des opérations bancaires que sont les principaux mécanismes de paiement, la compensation interbancaire et les organismes de contrôle et de supervision.
- La deuxième partie analyse le fondement des rapports contractuels entre la banque et son client. Elle précise le contenu du contrat bancaire, les règles applicables au compte bancaire et aux autres activités de la banque, les opérations de paiement, les opérations de crédit, l'intensité de l'obligation de la banque et les comportements déviants. Dans cette partie, la fraude bancaire, dont le vol d'identité et le blanchiment d'argent, prendra une importance accrue par rapport aux éditions précédentes de l'ouvrage.
- La troisième partie est consacrée aux systèmes de paiement : le chèque, les virements bancaires, les cartes de paiements et les paiements virtuels.



Couverture rigide • 2017  
978-2-89730-223-8  
1200 pages • 135 \$

NOUVEAUTÉ

### Développements récents en droit bancaire, volume 427 (2017)

Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec

Ce volume regroupe les textes des conférences prononcées à Montréal, le 17 mars 2017, dans le cadre du colloque *Développements récents en droit bancaire*.

#### Aperçu des sujets traités

- Les défis juridiques du paiement virtuel
- Where do I file? The Disparity in Conflict of Laws Rules in Secured Transactions in Canada and the United States and Its Impact on Cross-Border Financings
- Les FinTechs : quels sont les enjeux juridiques ?
- La fin de non-recevoir en droit bancaire, ou la faute de la banque comme obstacle à la mise en oeuvre de ses droits contre le client en matière d'opérations bancaires
- La responsabilité du banquier face à une opération liée au blanchiment d'argent ou au financement du terrorisme



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-198-9  
230 pages • 60 \$

NOUVEAUTÉ À PARAÎTRE EN DÉCEMBRE

### Développements récents en litige de valeurs mobilières, volume 438 (2017)

Service de la qualité de la profession du Barreau du Québec

Ce recueil regroupe les textes du colloque traitant du litige de valeurs mobilières, tenu à Montréal le 1<sup>er</sup> décembre 2017.

#### Aperçu des sujets traités

- Les répercussions de l'arrêt *Jordan* dans le domaine des valeurs mobilières
- The Application of U.S. Securities Laws to Canadian Issuers After *Morrison v. National Australia Bank*
- Développements récents en matière de mesures défensives : continuité ou réel changement de paradigme ?
- La limitation des dommages-intérêts dans le cadre d'un recours statuaire selon les articles 225.2 et suivants de la *Loi sur les valeurs mobilières* – fiction ou réalité ?
- Les litiges suivant une transaction impliquant une compagnie publique : analyse comparée des régimes canadien et américain
- Introduction aux infractions prévues aux articles 187 et 188 de la Loi sur les valeurs mobilières du Québec



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-209-2  
254 pages • 64 \$



## Finance et faillite

NOUVELLE ÉDITION

### États financiers, fiscalité corporative, faillite et insolvabilité, volume 11

Collection de droit 2017-2018

Barreau du Québec

Le praticien du droit doit essentiellement connaître les règles de l'analyse financière.

Ce onzième volume de la *Collection de droit* de l'École du Barreau aborde les notions d'états financiers, de leur analyse et de leur interprétation. Il décrit également les concepts généraux liés à la fiscalité corporative.



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-340-2  
238 pages • 78 \$

### Littéracie financière pour juristes

Hélène Bouchard

Avocats, notaires ou gens d'affaires, ce livre est pour vous ! Il vous permettra de comprendre ou d'interpréter des notions financières que l'on retrouve dans des contrats de financement, d'achat-vente d'entreprise ou lors d'un litige financier, dans des rapports d'experts en juricomptabilité, quantification des dommages ou en évaluation d'entreprise.

Avec cet ouvrage, vous serez en mesure d'aller chercher l'information pertinente, de la comprendre et d'être capable de critiquer les informations que contiennent les états financiers ou d'autres rapports à caractère financier. Des exemples tirés d'états financiers de sociétés publiques ou de sociétés privées complètent l'ouvrage pour faciliter la compréhension.



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-298-6  
348 pages • 65 \$

### Loi sur la distribution de produits et services financiers

Vincent Caron

Cet ouvrage est une loi annotée. À travers la jurisprudence et les commentaires de l'auteur, le lecteur pourra se familiariser avec la *Loi sur la distribution des produits et services financiers* (LDPSF) et ses exigences.

L'auteur a répertorié les décisions ayant avant tout interprété ou appliqué la *Loi sur la distribution des produits et services financiers*, des décisions interprétant la *Loi sur les intermédiaires de marché* (LIM) ainsi que des décisions interprétant certaines dispositions de la LDPSF ayant des équivalents dans d'autres lois sectorielles.



Couverture souple • 2016  
978-2-89730-267-2  
516 pages • 80 \$



## Finance et faillite

### Arbitrage et concurrence réglementaires dans la gouvernance des marchés financiers mondiaux

Deuxième conférence annuelle Paule Gauthier

*Wolf-Georg Ringe*

Cet ouvrage bilingue met en lumière l'arbitrage réglementaire, poussant les acteurs des marchés financiers à déplacer leurs activités ou leurs opérations à l'étranger, et les deux phénomènes qui en découlent, à savoir la concurrence réglementaire entre les territoires ou les menaces de déplacement en modérant leurs normes réglementaires.



Couverture souple • 2015  
978-2-89730-137-8  
160 pages • 27 \$

### L'exploitation financière des personnes âgées : prévention, résolution et sanction

*Raymonde Crête, Ivan Tchotourian, Marie Beaulieu*

L'exploitation financière des personnes âgées est un problème qui préoccupe bon nombre d'acteurs à travers le monde en raison des conséquences dévastatrices qu'il entraîne sur les plans économique, social et psychologique. Face aux enjeux majeurs que soulève ce phénomène, cet ouvrage collectif a pour objectif d'approfondir les connaissances sur cette problématique, soit ses manifestations, son ampleur, ses conséquences, ainsi que les actions visant à la prévenir, la détecter et à la contrer, le tout dans une perspective interdisciplinaire.



Couverture souple • 2014  
978-2-89730-003-6  
542 pages • 81 \$

### Collection FidRisk

#### Gestion des risques majeurs

La résilience organisationnelle - Apprendre à être surpris

*Sous la direction d'Andrée De Serres*

Cet ouvrage collectif dirigé par Andrée De Serres couvre une série de témoignages et d'analyses percutantes de praticiens et d'universitaires des deux côtés de l'Atlantique. Les auteurs y expliquent comment mettre en œuvre des processus de gestion des risques et ils insistent sur l'urgence de réduire la vulnérabilité des populations et des organisations et d'augmenter la résilience pour apprendre à faire face aux effets domino et d'enchaînement qui transforment un aléa naturel ou industriel en catastrophe destructrice.



Couverture rigide • 2013  
978-2-89635-800-7  
966 pages • 129 \$



## Finance et faillite

### FEUILLES MOBILES

## Faillite et insolvabilité : une perspective québécoise de la jurisprudence canadienne

Bernard Boucher

Rares sont les publications qui traitent tous les aspects relatifs à la faillite et à l'insolvabilité. Cet ouvrage complet se veut un outil de choix pour les praticiens dans le domaine.

L'auteur y analyse l'ensemble des décisions rendues dans toutes les provinces canadiennes et même certaines décisions anglaises tout en portant une attention particulière aux décisions rendues par les tribunaux québécois.

Mis à jour trois fois par année, ce manuel pratique contient :

- La législation – Les versions bilingues de la *Loi sur la faillite et l'insolvabilité*, des *Règles générales sur la faillite et l'insolvabilité* et des *Règles sur le paiement méthodique des dettes*
- La *Loi sur les arrangements avec les créanciers des compagnies*, commentée par l'auteur
- Des résumés de toute la jurisprudence pertinente.
- Des commentaires explicatifs
- Des tableaux et des diagrammes
- Tous les formulaires pertinents, les circulaires, directives et instructions du surintendant des faillites et un index analytique détaillé en français.



2 reliures à anneaux  
978-2-89635-924-0  
Env. 2000 pages • 467 \$

### NOUVELLE ÉDITION

## Législation canadienne en faillite et insolvabilité 2018 / Canadian Legislation on Bankruptcy and Insolvency 2018

Jean-Yves Fortin

Trouvez toute la législation essentielle en matière de faillite et d'insolvabilité dans un même volume ; une codification bilingue de la législation ainsi que les formulaires, circulaires et instructions générales.

### Nouveau dans cette édition :

- La *Loi sur la faillite et l'insolvabilité* a été modifiée par L.C. 2017, ch. 6, art. 12 [Non en vigueur.]
- La nouvelle instruction n° 11R2-2017 a remplacé l'instruction n° 11R2-2016



Couverture souple • 2017  
978-0-7798-6742-4  
1252 pages • 59 \$



## Ouvrages complémentaires

NOUVELLE ÉDITION

### Code civil du Québec, Annotations - Commentaires 2017-2018, 2<sup>e</sup> édition

Élise Charpentier, Sébastien Lanctôt, Benoît Moore et Alain Roy

« Le Code civil au quotidien », tel pourrait être le titre de cet ouvrage imaginé et rédigé par quatre professeurs bien connus des juristes pour leurs écrits, appuyés de deux autres auteures et d'une importante équipe de collaborateurs.

Cet ouvrage analyse, en un seul volume mis à jour annuellement, l'ensemble du *Code civil du Québec*. Conçu d'abord et avant tout comme un outil pratique, il propose, dans un minimum d'espace, un maximum d'informations, contextualisées et structurées afin de présenter une synthèse juste, et la plus objective possible, de l'état du droit sur une question.



Couverture souple • 2017  
978-2-89730-279-5  
2572 pages • 70 \$  
Livre numérique : 70 \$  
Livre imprimé et numérique : 84 \$

PRIX WALTER-OWEN 2016

### Droit de la protection du consommateur - Théorie et pratique

Pierre-Claude Lafond

Résultat de 30 ans d'enseignement du droit de la protection du consommateur et de recherche dans ce domaine, cet ouvrage se veut un livre original et un outil indispensable à toute personne prise avec les méandres de ce droit en apparence simple, mais combien complexe parfois.

Vous y trouverez des statistiques, des données concrètes, des résultats d'enquête, des références à des articles de journaux et des sites web, des exemples de clauses interdites et de publicités, des extraits de jugements pertinents, des cas pratiques, des suggestions de lecture pour aller plus loin, des perspectives historiques, une dimension critique.



Couverture rigide • 2015  
978-2-89730-005-0  
582 pages • 69 \$

NOUVELLE ÉDITION

### La vente, 4<sup>e</sup> édition

Pierre-Gabriel Jobin et Michelle Cumyn

Un classique de la doctrine québécoise, ce précis présente une analyse claire et pénétrante du droit de la vente. Il traite de la vente mobilière et immobilière, tant pour les obligations respectives de l'acheteur et du vendeur que pour de nombreuses exigences de publicité des droits. Le lecteur y trouvera un nouveau chapitre sur la vente d'un bâtiment résidentiel neuf. Ce livre rend compte de la doctrine et de l'abondante jurisprudence dans ce domaine et offre une vision critique du droit en vigueur et des prises de position sur de nombreuses questions controversées.



Couverture rigide • 2017  
978-2-89730-117-0  
Env. 650 pages • 125 \$

NOUVEAUTÉ - À PARAÎTRE EN DÉCEMBRE 2017

### Les garanties

Luc Thibaudeau

La *Loi sur la protection du consommateur* et le *Code civil du Québec* énoncent plusieurs types de garanties, qui peuvent pour la plupart s'appliquer aux biens et services qui sont l'objet de contrats de consommation, mais chacune de manière différente. Cet ouvrage porte sur les garanties tant du *Code civil du Québec* que celles de la *Loi sur la protection du consommateur*. Il permet de cerner non seulement la raison d'être, mais aussi les frontières de la protection particulière dont bénéficient les consommateurs en matière de garanties. L'auteur analyse la portée, les recours et les moyens d'exonération en matière de garantie.

Couverture souple • 2017 • 978-2-89730-266-5 • Env. 1100 pages • 85 \$

# PROMOTION MARQUE D'OR

constitution et organisation juridique

Du 1<sup>er</sup> au 30 novembre 2017, constituez vos entreprises en ligne via Netco<sup>MC</sup> et obtenez 30 % de rabais.

-30 %

## CONSTITUTION ET ORGANISATION

Le forfait comprend :

- la constitution (service régulier)
- le capital-actions (standard)
- l'organisation juridique (complète)
- la déclaration\* au REQ (service régulier)
- les règlements
- le service de rappel pour les résolutions annuelles
- le livre de la société

*\* Déclaration initiale ou d'immatriculation, selon le type de société*

-30 %

## AJOUTEZ LA CONVENTION D'ACHAT-VENTE AU DÉCÈS

-30 %

## AJOUTEZ LE SERVICE NOTAX<sup>MC</sup> (SERVICE RÉGULIER)

Les prix pour la constitution et l'organisation juridique d'une entreprise sont les mêmes pour une société provinciale (Québec – LSAQ) ou pour une société fédérale (LCSA).

*Cette offre est valable du 1<sup>er</sup> au 30 novembre 2017 inclusivement et via le site Web transactionnel Netco<sup>MC</sup> seulement. Le forfait « Constitution et organisation » est vendu tel que décrit ci-haut. L'acheteur ne peut en aucun cas ajouter ou retirer un service du forfait « Constitution et organisation », sans quoi le prix de la promotion n'est plus valide. Les prix indiqués ci-haut n'incluent pas les taxes et les frais applicables pour chacun des paliers gouvernementaux.*

**Si vous avez des questions au sujet de la promotion, contactez-nous sans tarder.**

Téléphone : 514 393-9900 | 1 800 668-0668 Courriel : [mdo.info@thomsonreuters.com](mailto:mdo.info@thomsonreuters.com)

[www.editionsyvonblais.com](http://www.editionsyvonblais.com)

75, rue Queen, bureau 4700, Montréal (Québec) H3C 2N6

Tél. 1 800 363-3047 • Téléc. 450 263-9256

00248MD • 60874 • 6414 • 11 • 2017

